



World Food Programme
Programme Alimentaire Mondial
Programa Mundial de Alimentos
برنامج الأغذية العالمي

Conseil d'administration

Première session ordinaire

Rome, 14 janvier 2026

et

Rome, 24-27 février 2026

Distribution: générale

Point 7 de l'ordre du jour

Date: 16 février 2026

WFP/EB.1/2026/7-A/3

Original: anglais

Questions opérationnelles – plans stratégiques de pays

Pour décision

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Plan stratégique de pays – Guatemala (2026-2030)

Durée	1 ^{er} mars 2026-31 décembre 2030
Coût total pour le PAM	252 525 945 dollars É.-U.
Score au titre du cadre relatif à l'obligation de rendre compte des résultats*	2,9

* Le cadre relatif à l'obligation de rendre compte des résultats est un système de mesure des résultats qui comprend un suivi des programmes ainsi qu'un suivi financier et offre une méthode fondée sur les résultats pour l'élaboration de programmes axés sur les personnes.

Résumé

Le Guatemala est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et la première économie d'Amérique centrale. Ces dernières années, la croissance économique y a été régulière, mais la stabilité macroéconomique du pays contraste fortement avec des niveaux élevés de pauvreté et d'inégalité persistants, qui n'ont guère évolué au cours des 20 dernières années et continuent de poser des problèmes structurels qui freinent le développement.

La sécurité alimentaire et la nutrition sont considérées comme des priorités nationales sur le plan du développement et elles sont au cœur de tous les cadres institutionnels et politiques du pays. Ces priorités sont prises en compte dans le plan national de développement intitulé "*K'atun: Nuestra Guatemala 2032*" et constituent l'un des piliers stratégiques de la politique générale du Gouvernement pour 2024-2028. À ce titre, le Gouvernement s'est engagé à élaborer et à mettre en œuvre des politiques et dispositifs publics propres à renforcer la sécurité alimentaire et la nutrition, et à améliorer le système national de protection sociale afin de lutter contre la pauvreté et la malnutrition sous toutes ses formes.

Coordonnateurs responsables:

M. M. Hollingworth
Sous-Directeur exécutif
Département des opérations liées aux programmes
courriel: matthew.hollingworth@wfp.org

M. A. Stanhope
Directeur de pays
courriel: andrew.stanhope@wfp.org

Malgré cela, d'importantes difficultés persistent. Près de 60 pour cent de la population souffre d'insécurité alimentaire modérée ou grave, et les taux de malnutrition chronique enregistrés chez les enfants comptent parmi les plus élevés au monde, puisque 47 pour cent des enfants de moins de 5 ans en sont victimes. L'insécurité alimentaire et la malnutrition touchent de manière disproportionnée les peuples autochtones, les populations rurales, ainsi que les femmes et les filles. On estime que 3 millions de personnes auront besoin d'une assistance humanitaire entre février et avril 2026 en conséquence de l'insécurité alimentaire aiguë.

Le présent plan stratégique de pays vise à aider le Gouvernement à lutter contre l'insécurité alimentaire aiguë, à prévenir la malnutrition et à renforcer les capacités institutionnelles dans des domaines tels que la gestion des risques de catastrophe, les interventions d'urgence, la protection sociale et les systèmes alimentaires. Le PAM fournira une assistance alimentaire, un appui technique et des services à la demande avant, pendant et après les crises. Il renforcera aussi la résilience des principaux acteurs des systèmes alimentaires locaux en améliorant leur accès aux marchés – notamment ceux qui sont en lien avec des programmes nationaux comme les programmes de protection sociale et d'alimentation scolaire – et en promouvant une alimentation diversifiée et saine, à base de denrées produites localement.

Le présent plan stratégique de pays doit permettre l'obtention de trois effets directs intégrés, qui sont conformes aux priorités nationales énoncées dans *K'atun: Nuestra Guatemala 2032* et au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable établi pour 2026-2030.

- *Effet direct 1:* D'ici à 2030, au Guatemala, les populations exposées à l'insécurité alimentaire aiguë et à des risques de malnutrition en raison de chocs et de crises voient leurs besoins alimentaires et nutritionnels urgents satisfaits, tout en recueillant les fruits du raffermissement de la gestion des risques de catastrophe et des systèmes d'intervention d'urgence plus efficaces.
- *Effet direct 2:* D'ici à 2030, les personnes vivant au Guatemala dans des zones exposées à des chocs, à des facteurs de perturbation et à l'insécurité alimentaire recueillent les fruits d'une participation accrue à des systèmes alimentaires durables, ce qui rend possible l'accès à une alimentation saine et à des marchés tant publics que privés, compte dûment tenu du contexte et des enjeux nutritionnels.
- *Effet direct 3:* D'ici à 2030, les institutions publiques et privées et les acteurs humanitaires au Guatemala bénéficient de services qui leur permettent d'atteindre avec efficacité et efficience les objectifs définis dans leurs programmes respectifs.

Le PAM œuvrera en coordination étroite avec le Gouvernement et établira des partenariats stratégiques et opérationnels avec les institutions nationales et locales, des organisations de la société civile et des organisations communautaires, le secteur privé et le monde universitaire. Cela lui permettra de consolider ses stratégies de retrait et appuiera le transfert prévu de la responsabilité des interventions, tout en garantissant la continuité et la viabilité de l'action menée. Des synergies seront activement recherchées, et des initiatives conjointes seront élaborées en coordination avec d'autres entités des Nations Unies.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Guatemala (2026-2030) (WFP/EB.1/2026/7-A/3), pour un coût total pour le PAM de 252 525 945 dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation et évaluation des besoins du pays

1. Le Guatemala, qui figure parmi les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure¹, est la première économie d'Amérique centrale. Son produit intérieur brut (PIB) croît régulièrement, de quelque 3,5 pour cent chaque année². Pourtant, malgré cet environnement macroéconomique stable, des problèmes structurels profondément enracinés persistent. Plus de 70 pour cent de la population active est employée dans le secteur informel, la productivité demeure faible et les investissements consacrés au capital humain sont limités³. Le pays est également extrêmement vulnérable face aux chocs extérieurs, notamment les fluctuations que connaît le marché du travail aux États-Unis d'Amérique: celles-ci se répercutent directement sur les envois de fonds, dont le montant représente actuellement environ 20 pour cent du PIB^{4,5}.
2. La répartition des revenus au Guatemala reste extrêmement inégale. En 2023, l'indice de Gini s'établissait à 0,52, soit une amélioration minime par rapport à 2014 (0,55). En 2024, le Guatemala occupait le 136^e rang parmi 193 pays et territoires selon l'indice de développement humain, et comptait à ce titre parmi les pays d'Amérique latine les moins bien classés⁶. Les niveaux de pauvreté n'ont quasiment pas évolué, le taux national atteignant 56 pour cent en 2023, sensiblement comme en l'an 2000. En outre, si le taux de pauvreté rurale a diminué de 8,1 pour cent au cours de cette période, la pauvreté urbaine, elle, a crû de près de 20 points de pourcentage. Les membres des communautés autochtones sont touchés de manière disproportionnée, puisqu'ils sont 65 pour cent à vivre dans la pauvreté. Dans des départements comme Alta Verapaz et Quiché, où les populations autochtones sont concentrées, les taux de pauvreté dépassent 80 pour cent⁷.
3. Les femmes, en particulier celles qui font partie de communautés rurales et autochtones, sont confrontées à une insécurité économique accrue. En moyenne, elles sont plus touchées par le chômage que d'autres groupes de la société, elles sont surreprésentées dans le secteur de l'emploi informel faiblement rémunéré et n'ont qu'un accès limité à l'éducation, aux ressources productives, aux services financiers et aux technologies. Elles assument également de manière disproportionnée le fardeau que constituent les travaux et les soins domestiques non rémunérés et sont souvent exclues des sphères politique et sociale⁸. En outre, nombre de femmes sont exposées à des risques accrus sur le plan de la procréation, en raison de leur petite taille, et sont confrontées au "double fardeau de la malnutrition" que constituent la dénutrition pendant l'enfance et le surpoids ou l'obésité à l'âge adulte⁹.

¹ Banque mondiale. Page Web de la [Banque mondiale sur les pays et les groupes de prêt](#) (en anglais uniquement) (consultée le 13 mars 2025).

² Banque mondiale. Pages Web présentant un [aperçu de l'action menée au Guatemala](#) (en anglais) et des [données sur le pays](#) (consultées le 3 avril 2025).

³ Institut national de la statistique. 2024. [Encuesta Nacional de Condiciones de Vida: ENCOVI 2023. Principales resultados de empleo, población y vivienda](#).

⁴ Organismes des Nations Unies au Guatemala. 2024. [Análisis Común de País para el Marco de Cooperación 2026-2030](#).

⁵ Les envois de fonds ont atteint un montant record en 2024, à savoir 21 510 millions de dollars. On trouvera d'autres renseignements à ce sujet en cliquant sur le lien ci-après: Banque centrale du Guatemala. [Guatemala: Ingresos de Divisas por Remesas Familiares](#) (consulté le 9 avril 2025).

⁶ Programme des Nations Unies pour le développement. 2024. [Rapport sur le développement humain 2023-2024. Sortir de l'impasse: repenser la coopération dans un monde polarisé](#).

⁷ Institut national de la statistique. 2024. [Encuesta Nacional de Condiciones de Vida ENCOVI 2023. Principales resultados de pobreza y desigualdad](#).

⁸ Organismes des Nations Unies au Guatemala. 2024. [Análisis Común de País para el Marco de Cooperación 2026-2030](#).

⁹ Ibid.

4. L'insécurité alimentaire et la malnutrition demeurent des problèmes critiques au Guatemala. Entre 2021 et 2023, près de 60 pour cent de la population se sont trouvés en situation d'insécurité alimentaire modérée ou grave, les femmes constituant 66 pour cent de cet ensemble. L'insécurité alimentaire grave touchait 21 pour cent de la population¹⁰. En 2025, près d'un ménage sur quatre devrait avoir du mal à parvenir à une consommation alimentaire suffisante – proportion qui atteindra 32 pour cent parmi les ménages ruraux et 33 pour cent parmi les ménages autochtones¹¹. Près de 40 pour cent de la population n'ont pas les moyens de se procurer un assortiment alimentaire nutritif, proportion qui atteint presque 80 pour cent dans le cas d'un assortiment alimentaire sain¹².
5. Les adolescents sont particulièrement touchés par l'insécurité alimentaire en raison de leurs plus grands besoins nutritionnels¹³. Parallèlement, les taux de malnutrition chronique chez les enfants comptent parmi les plus élevés au monde¹⁴ – 47 pour cent des enfants âgés de 6 à 59 mois en souffrent, et cette proportion peut atteindre 58 pour cent chez les enfants autochtones. Par ailleurs, 32 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent d'anémie¹⁵ et 5 pour cent sont en surpoids¹⁶. Quelque 52 pour cent des femmes âgées de 15 à 49 ans sont en surpoids ou obèses. Ces chiffres sont l'illustration du double fardeau de la malnutrition, qui se caractérise par la coexistence de la dénutrition et de la surnutrition et a des incidences notables sur l'économie¹⁷.
6. D'après les estimations, entre février et avril 2026, 3 millions de personnes souffriront d'insécurité alimentaire aiguë, ce qui correspond à la phase 3 ou pire du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), et auront donc besoin d'une assistance humanitaire. La situation est particulièrement critique dans des départements comme Alta Verapaz, Quiché, Suchitepéquez, Chiquimula et Huehuetenango¹⁸.

¹⁰ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Fonds international de développement agricole (FIDA), Organisation panaméricaine de la Santé (OPS), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et PAM. 2025. *Latin America and the Caribbean Regional Overview of Food Security and Nutrition 2024 – Building resilience to climate variability and extremes for food security and nutrition*.

¹¹ PAM. 2025. *Evaluación Nacional de la Seguridad Alimentaria (ESA) 2025*.

¹² L'assortiment alimentaire nutritif comprend des aliments qui permettent de répondre aux besoins en calories et en nutriments au moindre coût possible. L'assortiment alimentaire sain va au-delà, en offrant une diversité alimentaire conforme aux directives nationales, tout en demeurant d'un bon rapport-coût efficacité. Une alimentation nutritive coûte entre deux et quatre fois plus cher qu'une alimentation couvrant seulement les besoins énergétiques. C'est dans les régions du nord, du nord-est et du nord-ouest du pays que l'on constate les plus grandes difficultés en matière d'accès économique. Pour davantage de renseignements à ce sujet, se référer au document ci-après: Banque interaméricaine de développement. 2025. *More than a Meal: How school meals can drive improved nutrition and sustainable food systems. Findings from Fill the Nutrient Gap analysis in Guatemala and Peru*.

¹³ Ibid.

¹⁴ Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, c'est au Guatemala que la prévalence de la malnutrition chronique parmi les enfants âgés de moins de 5 ans est la plus élevée, et le pays occupe le sixième rang mondial à cet égard. Portail du Secrétariat à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la Présidence de la République, *situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle* (en espagnol uniquement) (consulté le 9 novembre 2025).

¹⁵ Ministère de la santé publique et de l'assistance sociale, Institut national de la statistique et ICF International. 2017. *VI Encuesta Nacional de Salud Materno Infantil 2014–2015. Informe Final*.

¹⁶ FAO, FIDA, OPS, UNICEF et PAM. 2025. *Latin America and the Caribbean Regional Overview of Food Security and Nutrition 2024 – Building resilience to climate variability and extremes for food security and nutrition*.

¹⁷ En 2018, l'impact économique total de ce phénomène a été estimé à 12,034 milliards de dollars, soit 16,3 pour cent du produit intérieur brut (PIB) national. Sur ce total, 8,220 milliards de dollars étaient imputables à la dénutrition et 3,813 milliards de dollars au surpoids et à l'obésité. PAM. 2020. *El Costo de la Doble Carga de la Malnutrición. Impacto Social y Económico: Guatemala*.

¹⁸ Secrétariat à la sécurité alimentaire et nutritionnelle de la Présidence de la République. 2025. *Estimaciones de inseguridad alimentaria aguda en Guatemala según la Clasificación Integrada de la seguridad alimentaria en Fases – CIF – 2025–2026*.

7. Le Guatemala compte parmi les pays les plus exposés aux inondations, aux ouragans, aux éruptions volcaniques, aux séismes et aux feux de forêt¹⁹. Il occupe actuellement le 36^e rang mondial pour ce qui est du risque de catastrophe, compte tenu de son degré d'exposition aux aléas naturels, de ses niveaux de vulnérabilité et de la capacité à faire face aux chocs qui est la sienne²⁰. Le couloir de la sécheresse, où résident nombre de personnes pratiquant l'agriculture de subsistance, est particulièrement vulnérable face à la variabilité météorologique et à la dégradation de l'environnement. En dépit de la forte exposition du pays aux aléas naturels, sa capacité d'adaptation demeure limitée, et il n'occupe que le 120^e rang sur 187 pays selon l'indice de la "Notre Dame Global Adaptation Initiative"²¹.
8. Le Guatemala est un pays d'origine, de transit, de destination et de retour pour les populations migrantes. En février 2025, plus de 4 800 mouvements migratoires ont été enregistrés, dont 57 pour cent de retours au lieu d'origine, soit une augmentation de 302 pour cent par rapport à janvier 2024; en revanche, le taux de migration en direction du nord a diminué²². Ces dynamiques sont le reflet d'une évolution des tendances migratoires et montrent qu'il est nécessaire de mettre en place des réponses coordonnées et multisectorielles.
9. Ces crises qui se superposent ont des incidences directes et distinctes sur la sécurité alimentaire, la nutrition et le système alimentaire en général, en fonction de la zone géographique considérée et de l'identité ethnique des personnes concernées. Alors que les petits agriculteurs – dont la plupart sont autochtones – produisent entre 60 et 70 pour cent des aliments de base consommés dans le pays, ils se heurtent à de multiples difficultés, comme l'accès limité à la terre, le déclin de la qualité des sols, le manque d'accès aux intrants, au crédit et aux technologies, et les effets préjudiciables des migrations. Les fluctuations des prix à l'échelle mondiale constituent un autre facteur d'instabilité et réduisent les possibilités d'accès à une alimentation diversifiée et nutritive. Les femmes jouent un rôle central dans le secteur agricole, mais leur contribution n'est que rarement reconnue et elle est souvent sous-évaluée. Pour parvenir à renforcer la résilience des économies rurales, il est essentiel de donner aux femmes des moyens d'agir en favorisant leur intégration dans les filières agricoles et en leur permettant d'assumer des responsabilités de premier plan²³.

2. Priorités nationales et assistance collective

10. Le Gouvernement guatémaltèque a fait de la sécurité alimentaire et de la nutrition une priorité dans l'ensemble de ses cadres institutionnels et des instruments des pouvoirs publics, notamment en les inscrivant au cœur de *K'atun: Nuestra Guatemala 2032*, le plan national de développement dont s'est doté le pays, et l'un des axes stratégiques de sa politique générale pour 2024-2028.

¹⁹ Une étude fondée sur l'analyse de données recueillies de 1982 à 2008 a fait apparaître que plus de 40 pour cent de la population étaient exposés à au moins cinq aléas présentant des éléments communs et que 83 pour cent du PIB national provenaient de zones exposées à des risques élevés. Pour plus de renseignements à cet égard, consulter le document ci-après: Banque mondiale. 2010. *Disaster Risk Management in Latin America and the Caribbean Region: GFDRR Country Notes – Guatemala*.

²⁰ Pour plus de renseignements, voir: Commission européenne. 2025. *INFORM Risk Index*. INFORM est le fruit de la collaboration entre le Groupe de référence du Comité permanent interorganisations sur les risques, l'alerte rapide et la préparation et la Commission européenne.

²¹ Université de Notre Dame. 2022. Page Web présentant le [classement des pays selon l'indice de la Notre Dame Global Adaptation Initiative](#) (consultée le 29 avril 2025).

²² Organisation internationale pour les migrations. 2025. *Guatemala: Transit Migration Flow Trends – February 2025*.

²³ Organismes des Nations Unies au Guatemala. 2024. *Análisis Común de País para el Marco de Cooperación 2026–2030*.

11. Plusieurs politiques et initiatives sont actuellement mises en œuvre pour faire progresser la sécurité alimentaire et la nutrition. *Mano a Mano* est une initiative intersectorielle phare lancée en 2024 pour lutter contre la pauvreté et la malnutrition. Elle fait suite à la campagne nationale qui a été menée en faveur de la nutrition et a été intégrée dans la politique générale du gouvernement pour 2024-2028. Au titre de cette initiative, 10 institutions gouvernementales s'attachent à apporter ensemble un appui coordonné aux familles vulnérables, dans huit domaines interdépendants – infrastructures domestiques, protection sociale (y compris le programme de repas scolaires), éducation, santé, agriculture, activité économique, gouvernance et renforcement des capacités au niveau local, et activités de communication visant à faire évaluer la société et les comportements. Parmi les objectifs de cette initiative ayant une incidence directe sur la sécurité alimentaire et la nutrition figurent l'amélioration des pratiques alimentaires, l'extension de la couverture des programmes de transferts de type monétaire, et l'accroissement de la disponibilité de vivres grâce au développement de l'agriculture familiale et de la petite agriculture. Cette initiative exploite les données issues du registre social des ménages en vue de cibler les populations vulnérables dans 114 municipalités prioritaires.
12. Les autres programmes importants englobent *Bolsa Social* et *Bono Social*, qui font appel aux transferts de type monétaire assortis de conditions et ciblent les personnes et les familles qui vivent dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté. Un autre programme, *Bono Nutrición*, permet de faire bénéficier de transferts monétaires les familles d'enfants atteints de malnutrition aiguë; il est prévu d'en étendre la couverture à la lumière des données issues du registre social des ménages. Enfin, le programme *Comedor Social* permet de fournir des repas équilibrés sur le plan nutritionnel aux populations vulnérables touchées par la pauvreté, une crise ou une situation d'urgence. Le dispositif national de protection sociale favorise une protection sociale adaptative pour renforcer les systèmes en place et en améliorer la réactivité face aux chocs, ce qui contribue à accroître la résilience des populations vulnérables grâce à une meilleure coordination des programmes sociaux et des dispositifs d'alerte rapide.
13. Dans le secteur agricole, parmi les initiatives clés figurent le programme *Alimentos por Acciones*, dans le cadre duquel des vivres sont distribués en guise d'incitation à la réalisation de travaux d'utilité collective dans les communautés touchées par l'insécurité alimentaire, l'accent étant mis sur le développement social et l'aménagement de l'environnement; le *Registro Único de Agricultores*, registre national unifié répertoriant les agriculteurs, qui a été établi pour renforcer l'agriculture familiale et améliorer l'accès aux services d'appui; et une initiative agricole à dimension nutritionnelle lancée récemment, qui encourage l'accroissement de la production afin d'améliorer la sécurité alimentaire et de réduire les carences en nutriments au sein des communautés vulnérables.
14. En 2024, quelque 684 300 personnes ont bénéficié de la distribution de rations alimentaires et de transferts de type monétaire assortis de conditions dans le cadre des programmes phares du Gouvernement axés sur la sécurité alimentaire²⁴.

²⁴ Pour plus de renseignements, se référer à la page Web correspondante du Ministère du développement social: [Programa Comedor Social – Programas Sociales](#) (consultée le 8 octobre 2025).

15. Dans le secteur de la santé, plusieurs stratégies de premier plan sont mises en œuvre pour prévenir la malnutrition. Ainsi, un programme de suivi de la croissance et du développement des enfants repose sur la mesure du poids et de la taille, la vaccination, l'administration de traitements anthelminthiques et la fourniture de suppléments nutritionnels, tels que *Chispitas* (micronutriments en poudre) et *NutriNiños* (supplément alimentaire enrichi qui contribue à la prévention de la malnutrition aussi bien aiguë que chronique). En 2024, plus de 900 000 enfants âgés de 6 à 59 mois ont bénéficié de ce programme. Afin d'intensifier les activités de ce type, le Gouvernement a constitué des "brigades pour la nutrition", qui ont pour mission d'améliorer la nutrition des membres des communautés vulnérables situées dans des lieux reculés.
16. Le Gouvernement guatémaltèque a également instauré un solide cadre pour les repas scolaires, qui repose sur la loi de 2017 relative à l'alimentation scolaire et les réglementations qui y sont associées, adoptées en 2019. Le programme national de repas scolaires concerne plus de 3 millions d'élèves de maternelle et des cycles primaire et secondaire, jusqu'à l'âge de 17 ans²⁵. Le Guatemala est un membre actif de la Coalition pour l'alimentation scolaire, dont il met déjà en pratique certains des engagements.
17. S'agissant de la résilience, le Guatemala s'est doté d'un cadre institutionnel et juridique rigoureux, dont les ramifications dépassent le plan national de développement. L'instance nationale de coordination pour la réduction des catastrophes est active à tous les niveaux du territoire et favorise la participation des communautés par l'entremise de coordonnateurs locaux de la réduction des catastrophes²⁶; le plan national pour la gestion intégrée de la réduction des risques de catastrophe pour 2024-2034 énonce plusieurs mesures stratégiques et prévoit des outils visant à renforcer la résilience à l'échelon municipal.
18. Ces stratégies, politiques et cadres institutionnels traduisent certes la ferme volonté des pouvoirs publics de lutter contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition et de renforcer la résilience, mais des obstacles freinent encore la concrétisation des résultats escomptés. Les capacités institutionnelles limitées, la collaboration intersectorielle insuffisante aux niveaux national et local ainsi que les difficultés rencontrées pour intégrer pleinement ces activités dans la planification locale du développement, continuent d'entraver la bonne mise en œuvre et les progrès. Enfin, il est structurellement difficile de garantir un financement stable et suffisant.
19. Aux côtés du PAM, d'autres entités des Nations Unies fournissent un appui et mettent en œuvre des initiatives visant à renforcer la sécurité alimentaire, la nutrition et la résilience au Guatemala. Ainsi, ils mènent ensemble études et analyses, appuient les stratégies et programmes publics, et collectent des données qui éclairent utilement l'élaboration des politiques et des programmes. Ces diverses contributions ont été prises en considération au moment d'apprécier les capacités, les atouts particuliers et le positionnement stratégique du PAM.

²⁵ Ministère des finances publiques. 2023. Communiqué de presse. [Tercera entrega de alimentación escolar beneficia a 3.1 millones de estudiantes](#).

²⁶ Au niveau local, la coordination de la réduction des catastrophes est assurée par des équipes communautaires qui sont mises sur pied au Guatemala sous la houlette de l'instance nationale de coordination pour la réduction des catastrophes, système qui a pour objectifs de renforcer la gestion des risques au niveau local et d'améliorer la capacité d'intervention face aux catastrophes naturelles ou anthropiques.

20. Le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable établi pour 2026-2030 a été élaboré parallèlement au présent PSP, ce qui a permis au PAM de faire siennes d'emblée les quatre priorités – ou piliers – stratégiques du système des Nations Unies au Guatemala: i) renforcer la gouvernance, la démocratie et l'état de droit; ii) contribuer au développement humain, à la réduction de la pauvreté et à la prospérité; iii) assurer la viabilité de l'action menée et renforcer la résilience; et iv) tenir compte des enjeux liés à la mobilité humaine et à la migration. Dans le cadre du PSP, le PAM joue le rôle de co-facilitateur du pilier 2 et contribue directement aux piliers 2 et 3 au moyen d'interventions visant à réduire la malnutrition, à promouvoir une alimentation saine, à renforcer la protection sociale, à accentuer la réduction des risques de catastrophe et à promouvoir la transformation des systèmes alimentaires. Il contribuera aussi de façon indirecte au pilier 3 en assurant la promotion de l'intégration sociale et économique à la faveur d'activités axées sur le renforcement de la résilience.
21. Le présent PSP a fait l'objet lors de son élaboration de consultations avec les institutions gouvernementales, d'autres entités des Nations Unies, les partenaires coopérants, des organisations de la société civile et les bénéficiaires des programmes, ce qui a permis d'en renforcer la pertinence stratégique et d'en étayer la conception opérationnelle.

3. Atouts particuliers, capacités et moyens du PAM au Guatemala

22. Le PSP pour 2021-2025 était harmonisé avec les priorités nationales en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Il visait principalement à fournir une assistance alimentaire et à renforcer la résilience face aux crises, tout en appuyant la transformation des systèmes alimentaires, à améliorer la nutrition et l'accès à une alimentation nutritive, à promouvoir des pratiques saines grâce à des campagnes destinées à faire évoluer les comportements, et à renforcer les capacités institutionnelles. L'atout particulier du PAM au Guatemala réside dans sa présence opérationnelle, sa forte mobilisation des communautés et la capacité qu'il a d'associer entre elles les activités liées à la sécurité alimentaire, à la nutrition et au renforcement de la résilience.
23. Il est ressorti de l'évaluation du PSP pour 2021-2025 que le PAM était tout à fait à même de s'adapter à l'évolution de la situation, d'ajuster ses opérations et d'étendre la couverture de son action pour faire face à de nouveaux besoins. Il était ainsi parvenu à contribuer notablement à l'amélioration de la sécurité alimentaire, de la nutrition et de la résilience des communautés vulnérables grâce à une intervention de vaste portée tenant compte à la fois des besoins immédiats et des problèmes structurels s'inscrivant davantage dans la durée. Les transferts monétaires non assortis de conditions et les distributions de vivres effectués par le PAM ont efficacement contribué à améliorer l'accès à une alimentation nutritive sur fond de crise.
24. Le PAM a su devenir un partenaire stratégique du Gouvernement en assurant la prestation de services essentiels en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, notamment l'achat de produits alimentaires d'origine locale, l'acquisition et la distribution d'aliments complémentaires enrichis, et la prestation efficiente et en toute transparence de services logistiques. Le programme gouvernemental axé sur la fourniture de semences et les services de transferts de type monétaire assurés dans le cadre des programmes gouvernementaux de protection sociale en sont des illustrations. Ces services ont permis de réduire les coûts et les délais de traitement au profit des partenaires gouvernementaux et contribué à l'extension de la couverture et au renforcement des capacités des partenaires locaux.

25. Pour optimiser les effets de la prestation de services qu'il assure, et en application des recommandations formulées à l'issue de l'évaluation du PSP pour 2021-2025, le PAM va faire en sorte de fournir des services qui permettront d'atteindre les objectifs fixés en matière de sécurité alimentaire et de nutrition au titre de l'effet direct 1 du PSP. Cela contribuera à renforcer les partenariats noués entre lui et les institutions nationales, à l'appui de l'amélioration de la planification, de la mise en œuvre, du suivi, du contrôle et de l'évaluation, ainsi qu'à étoffer encore les moyens de ses partenaires.
26. Grâce à la prestation d'une assistance technique, le PAM a contribué au renforcement des capacités institutionnelles ainsi que des systèmes et des politiques en place. Cet appui a pris la forme d'activités liées à la nutrition, comme les services relatifs à l'alimentation complémentaire, l'assistance technique et le renforcement des capacités à l'intention des brigades pour la nutrition; d'un appui technique, fourni au niveau central, au profit du programme de repas scolaires, notamment la promotion d'une application numérique permettant d'intégrer les petits producteurs dans la chaîne d'approvisionnement des repas scolaires; et de la mobilisation de spécialistes et de la mise au point d'activités dans les domaines des mesures d'anticipation et du microcrédit, de manière à améliorer les interventions d'urgence et à renforcer la résilience des communautés et des petits exploitants agricoles vulnérables.
27. Le PAM a également encouragé la coordination interinstitutions à l'appui de la mise au point d'un système global de protection sociale, soutenu les efforts déployés pour mettre à jour le registre social des ménages et œuvré à la mise en place de cadres juridiques et de programmes nationaux de protection sociale réactive face aux chocs, en lien avec la sécurité alimentaire et la nutrition. Ces mesures ont permis une amélioration des résultats obtenus correspondant à l'indicateur relatif à la capacité de préparation aux situations d'urgence.
28. Pour que les activités de renforcement des capacités institutionnelles aient davantage d'impact, le PAM aura pour stratégie de prévenir la dispersion des efforts faits, d'instaurer des mécanismes de transfert clairs et de prévoir des mesures d'atténuation en cas de modification du dispositif institutionnel. Conformément aux recommandations formulées à l'issue de l'évaluation du précédent PSP, le PAM adoptera une approche globale associant le renforcement des systèmes nationaux et locaux à la mise en œuvre de projets à l'échelon des communautés. Cela contribuera à améliorer la complémentarité, l'efficacité et l'efficience des mesures prises, tout en étayant un système d'apprentissage qui exploitera les données d'expérience recueillies localement pour éclairer les programmes au niveau national.
29. L'évaluation du précédent PSP a mis en relief les progrès notables accomplis s'agissant de favoriser la cohésion sociale et de garantir le respect des particularités culturelles dans le cadre de tous les programmes du PAM. Les grandes initiatives menées ont eu trait à l'émancipation économique des femmes et à la promotion de leur participation aux activités productives; à l'adaptation des interventions aux langues, cultures et pratiques autochtones; et à la production de données destinées à éclairer l'élaboration des programmes et des politiques.

30. Le PSP pour 2026-2030 prévoit de renforcer encore la production et l'utilisation de données ventilées en vue d'accroître l'inclusion des personnes handicapées et la participation des peuples autochtones et des communautés locales à la conception et à la mise en œuvre des programmes. En outre, des stratégies seront élaborées pour favoriser la prise en main par les communautés des interventions prévues et la transposition à plus grande échelle de l'action menée pour promouvoir l'émancipation économique des femmes grâce à des initiatives ciblées de sensibilisation des communautés; il mobilisera à cette fin des groupes dirigés par des femmes, des organisations de personnes handicapées et des organes représentatifs des peuples autochtones. Conformément aux recommandations formulées à l'issue de l'évaluation du précédent PSP, le PAM renforcera les capacités de son personnel et des partenaires participant à la mise en œuvre sur le plan local en assurant des formations, en nouant officiellement des partenariats avec les communautés et en consolidant les moyens locaux d'intervention face aux crises.
31. Le PAM a fait la preuve de sa solide capacité de mobilisation de ressources financières en diversifiant sa base de donateurs et en collaborant avec des partenaires stratégiques afin de renforcer l'efficacité, l'efficacé et la viabilité de ses interventions. Il a noué des partenariats avec d'autres entités des Nations Unies, des institutions gouvernementales, des organisations non gouvernementales locales et internationales, des autorités locales et le secteur privé, permettant l'obtention de résultats mieux coordonnés, ayant plus d'impact et plus durables. Avec cette stratégie, le PAM vise avant tout à intégrer ses interventions dans les programmes nationaux et à garantir la viabilité financière des effets directs du PSP, afin de promouvoir un changement s'inscrivant dans la durée.

4. Positionnement stratégique, priorités des programmes et partenariats

Orientation et impacts escomptés du plan stratégique de pays

32. Le présent PSP vise à étayer l'action menée au niveau national en vue d'instaurer la sécurité alimentaire et d'éliminer la malnutrition, la priorité étant accordée au renforcement des capacités et systèmes nationaux, locaux et communautaires en place en matière de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, de protection sociale réactive face aux crises et de résilience des systèmes alimentaires. Il est également prévu de fournir une assistance alimentaire et nutritionnelle ciblée aux populations les plus vulnérables touchées par des crises, notamment par l'insécurité alimentaire et la malnutrition prolongées liées à des disparités géographiques et ethniques. Parmi les zones prioritaires figurent les départements d'Alta Verapaz, Chiquimula, Huehuetenango, Izabal, Quiché et Zacapa, qui se situent pour certains dans le couloir de la sécheresse d'Amérique centrale²⁷. Ces départements sont caractérisés par une insécurité alimentaire aiguë, une forte exposition à des risques de catastrophe et une pauvreté endémique, et ils subissent lourdement les répercussions des migrations.
33. Au titre de l'effet direct 1 du PSP, il est prévu de mettre en œuvre un ensemble complet de mesures pour faire face aux crises, ayant trait à la préparation, à l'anticipation, à la riposte et au relèvement rapide. L'action engagée à ces divers égards concorde avec l'effet direct stratégique 1 du PAM et s'accompagne de mesures visant à améliorer l'état nutritionnel des populations touchées par une crise.

²⁷ Région caractérisée par un climat semi-aride et une vulnérabilité face à des sécheresses récurrentes.

34. On estime que 2 millions de personnes bénéficieront directement de l'effet direct 1 du PSP. L'assistance fournie directement par le PAM en réponse aux crises sera donc amplifiée par rapport au PSP pour 2021-2025, conformément à ce qu'a demandé le Gouvernement, qui souhaite que l'assistance humanitaire soit envisagée de manière plus globale et ne se limite pas à l'achat de produits alimentaires, mais englobe l'appui technique, les mesures d'anticipation et les interventions intégrées face aux crises en vue d'appuyer les programmes gouvernementaux. Quelque 7 millions de personnes devraient en bénéficier indirectement²⁸.
35. Au titre de l'effet direct 2 du PSP, le PAM s'emploiera à promouvoir la résilience en apportant un appui aux communautés, aux femmes, aux peuples autochtones et aux petits producteurs, en leur ouvrant davantage de débouchés économiques et en améliorant leur accès à une alimentation saine au moyen d'interventions destinées à renforcer les systèmes alimentaires locaux. Cette approche permettra de répondre aux besoins en matière de sécurité alimentaire et de nutrition dans les zones exposées à des crises et traditionnellement vulnérables, de resserrer les liens avec la protection sociale et de réduire la dépendance à long terme vis-à-vis de l'aide humanitaire. Les initiatives menées au titre de l'effet direct 2 du PSP bénéficieront directement à près de 82 500 personnes, et 1,5 million d'autres personnes devraient en tirer indirectement profit, principalement grâce à la mise en œuvre d'activités visant à faire évoluer les comportements.
36. Au titre de l'effet direct 3 du PSP, le PAM fournira à la demande des services aux institutions gouvernementales et aux partenaires humanitaires, en complément des objectifs définis pour les programmes correspondant aux effets directs 1 et 2 du PSP. Les services en question, pour lesquels les compétences de pointe et les partenariats existants du PAM seront mobilisés, contribueront à appuyer la mise en œuvre directe, à renforcer les moyens dans le domaine de la chaîne d'approvisionnement et à définir des orientations relatives aux cadres réglementant les achats publics. Cette approche intégrée favorisera les gains d'efficacité, la réduction des coûts et le développement des capacités d'intervention nationales. En 2022, 2023 et 2024, entre 2,8 millions et 3,3 millions de personnes ont bénéficié indirectement chaque année des services assurés par le PAM au Guatemala.
37. Les interventions menées au titre du PSP contribueront à promouvoir des approches porteuses de transformation qui visent à améliorer la nutrition et l'accès à des aliments sains, à donner des moyens d'agir aux femmes et aux filles, et à assurer la protection des populations touchées et le respect de la responsabilité à leur égard, s'agissant notamment de la protection contre l'exploitation et les atteintes sexuelles; elles tiendront en outre compte de la durabilité environnementale et permettront d'inscrire le respect des principes humanitaires et la prise en compte des conflits au cœur des programmes du PAM.
38. La mobilisation des communautés, et notamment la participation des jeunes, des femmes, des personnes handicapées, des personnes âgées et des membres des communautés autochtones, jouera un rôle central dans la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation. Les activités seront adaptées au contexte, proposées dans les langues locales et éclairées par les connaissances traditionnelles des membres des communautés locales, dans le souci d'en garantir la pertinence d'un point de vue culturel.

²⁸ Les retombées indirectes résulteront du renforcement des capacités institutionnelles, de l'amélioration des politiques et des services publics, de l'offre d'activités de conseil en matière de nutrition, de la mise en œuvre de stratégies visant à faire évoluer la société et les comportements, de l'organisation de transferts de type monétaire et de l'adoption d'autres mesures venant appuyer l'action gouvernementale.

Intégration des programmes

39. Les effets directs du PSP ont pour objet de générer des synergies. L'action menée au titre de l'effet direct 1 vise principalement à faire en sorte que les programmes nationaux en matière d'intervention face aux crises et de sécurité alimentaire permettent de répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels immédiats. Au titre de l'effet direct 2, pour répondre à la demande générée par ces programmes, les petits producteurs et d'autres acteurs des systèmes alimentaires seront mis en relation avec les marchés publics et privés, y compris en qualité de fournisseurs. L'action menée au titre de l'effet direct 3 étaiera cette entreprise grâce à la fourniture d'un appui à la chaîne d'approvisionnement et à la prestation de services connexes. Ensemble, les trois effets directs constitueront un portefeuille d'activités intégré contribuant à promouvoir la résilience, la nutrition et la transformation des systèmes alimentaires, tout en favorisant la création de liens stratégiques entre les interventions d'urgence, la protection sociale et l'appui aux moyens d'existence.

Collaboration stratégique avec les partenaires

40. Le Gouvernement guatémaltèque est le principal partenaire stratégique pour l'exécution du présent PSP, tout au long de laquelle une collaboration étroite sera entretenue avec lui. Le PAM agira de concert avec des institutions nationales de premier plan, notamment le Cabinet de la Présidence et de la Vice-Présidence de la République, le Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'alimentation, le Ministère de l'éducation, le Ministère du développement social, le Ministère de la santé publique et de l'action sociale, le Ministère de l'environnement et des ressources naturelles et le Ministère des finances publiques. Les autres partenaires seront le Secrétariat à la sécurité alimentaire et à la nutrition, le Secrétariat à la protection sociale et le Secrétariat à la planification et aux programmes rattaché à la Présidence, l'instance nationale de coordination pour la réduction des catastrophes (CONRED), l'Institut national de sismologie, de volcanologie, de météorologie et d'hydrologie, le Système des Conseils chargés du développement urbain et rural et l'Institut guatémaltèque pour les migrations.
41. Le PAM œuvrera aussi en coopération avec les administrations locales et avec les autorités et conseils départementaux, municipaux et communautaires, notamment les conseils départementaux et municipaux pour la sécurité alimentaire et la nutrition et les conseils pour le développement au niveau des communautés, ainsi qu'avec des responsables locaux et des organisations non gouvernementales, représentant en particulier les femmes, les peuples autochtones et les personnes handicapées. Ces diverses formes de coopération auront pour objectif de renforcer l'approche suivie par le PAM, qui est respectueuse du contexte local et de la diversité ethnique et axée sur l'être humain, et qui favorise la prise en main des programmes par les acteurs locaux et la viabilité de l'action menée.
42. Le PAM recherchera des synergies et s'attachera à exécuter des programmes conjointement avec d'autres entités des Nations Unies, comme l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, l'Organisation internationale pour les migrations, l'Organisation panaméricaine de la Santé et l'Organisation mondiale de la Santé. Il continuera aussi d'œuvrer avec des groupes interorganisations, dont l'Équipe technique d'urgence des Nations Unies, le groupe interorganisations chargé de l'assistance monétaire et l'équipe de pays des Nations Unies. D'autres partenariats stratégiques seront développés plus avant au fil de la mise en œuvre du présent PSP, notamment avec des établissements universitaires et le secteur privé, dans le but de promouvoir la coopération technique, l'innovation financière et la mise en œuvre de solutions évolutives.

43. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire seront encouragées pour faciliter les échanges de connaissances et la mise en commun des données d'apprentissage dans l'ensemble des domaines thématiques du présent PSP²⁹.

Effets directs du plan stratégique de pays et activités

Effet direct 1 du plan stratégique de pays: D'ici à 2030, au Guatemala, les populations exposées à l'insécurité alimentaire aiguë et à des risques de malnutrition en raison de chocs et de crises voient leurs besoins alimentaires et nutritionnels urgents satisfaits, tout en recueillant les fruits du raffermissement de la gestion des risques de catastrophe et des systèmes d'intervention d'urgence

44. Le PAM appuiera les activités menées au niveau national pour éliminer la faim en apportant une assistance alimentaire et nutritionnelle aux populations en situation d'insécurité alimentaire touchées par une crise et en renforçant les capacités des communautés, des institutions et des systèmes en lien avec la gestion des risques de catastrophe, les interventions d'urgence et la prévention de la malnutrition. Il veillera également à ce que l'information soit accessible à tous et œuvrera en faveur de la participation des personnes les plus exposées à l'insécurité alimentaire à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes.
45. Les activités menées au titre de l'effet direct 1 cibleront les populations en situation d'insécurité alimentaire aiguë (phase 3 ou plus de l'IPC) et celles qui sont exposées au risque de malnutrition, notamment les enfants âgés de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition aiguë modérée, les adolescents, les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, les personnes handicapées et les membres des communautés autochtones. L'appartenance ethnique et le contexte seront dûment pris en compte tant en milieu urbain qu'en zones rurales.
46. Les interventions menées au titre de l'effet direct 1 seront les suivantes:
- Assistance alimentaire et nutritionnelle pendant les crises, fournie directement ou par l'intermédiaire des systèmes de protection sociale sous la forme de transferts de type monétaire ou de bons-produits, en harmonie avec les stratégies nationales d'intervention face aux crises. Le ciblage sera assuré en coordination avec les institutions nationales.
 - Assistance technique aux fins de la préparation aux situations d'urgence, de la mise en œuvre de mesures d'anticipation et de l'exécution d'interventions, englobant la planification communautaire, le renforcement des capacités, le partage d'informations, la protection des actifs et l'assistance de type monétaire, dans le but d'anticiper les crises pour en atténuer l'impact³⁰.
 - Création ou remise en état d'actifs productifs et d'éléments d'infrastructure à l'appui du relèvement rapide des populations touchées par des phénomènes météorologiques extrêmes ou des chocs géologiques ou socioéconomiques.

²⁹ Afin de renforcer les capacités nationales et la viabilité des institutions, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire porteront principalement sur les échanges axés sur la demande: visites sur le terrain et voyages d'étude; formation et renforcement des capacités; échange de technologies; partage et cocréation de connaissances; aide à la mise en place de partenariats; et alliances stratégiques au service du développement technique dans des domaines prioritaires tels que l'alimentation scolaire, la protection sociale, la gestion des risques de catastrophe, la transformation numérique et les systèmes alimentaires à dimension nutritionnelle.

³⁰ Ces mesures d'anticipation n'ont pas seulement pour effet de réduire les coûts des interventions humanitaires mais permettent aussi de protéger les moyens d'existence et de réduire la dépendance à long terme vis-à-vis de l'assistance humanitaire, ce qui contribue à l'instauration d'une résilience durable.

- Appui opérationnel à la lutte contre la malnutrition parmi les groupes vulnérables et touchés par une crise, conformément aux stratégies nationales de prévention. Cet appui inclut une assistance complémentaire en espèces pour les filles et les femmes enceintes ou allaitantes, qui vient s'ajouter aux distributions d'urgence générales, le ciblage et l'enregistrement étant coordonnés. Les activités prévues comprennent également le renforcement des capacités au niveau des communautés, le déploiement de brigades pour la nutrition chargées de dispenser des conseils, de procéder à des évaluations et de prêter main forte au Ministère de la santé publique et de l'assistance sociale pour la distribution de suppléments alimentaires, et la mise en œuvre de stratégies visant à faire évoluer la société et les comportements afin d'améliorer les résultats obtenus sur le plan de la nutrition et de la santé.
 - Assistance technique aux fins du renforcement des systèmes et des stratégies axés sur la sécurité alimentaire, la nutrition, la santé, la protection sociale réactive face aux situations d'urgence et la gestion des risques. Le PAM collaborera avec des institutions gouvernementales clés pour faire progresser la mise en œuvre d'un programme de protection sociale réactive face aux situations d'urgence, tout en continuant de mettre l'accent sur la prévention de la malnutrition aiguë. L'appui apporté englobera le renforcement des capacités du personnel technique, la formulation de stratégies multiniveaux, l'amélioration des systèmes de données et le resserrement de la coordination entre institutions et acteurs des systèmes alimentaires. Des mesures seront en outre prises pour perfectionner les systèmes d'alerte rapide, la planification des interventions d'urgence et les dispositifs de financement préétablis.
47. Dans le cadre de sa stratégie d'innovation, le PAM élaborera et mettra progressivement en place des dispositifs novateurs, reposant notamment sur des mesures visant à renforcer les systèmes d'alerte rapide. Des produits d'assurance contre les risques de catastrophe et des partenariats en la matière, d'un type nouveau, seront mis au point, et des instruments fonctionnant à très petite ou à très grande échelle seront exploités pour déclencher l'assistance d'urgence.
48. Les transferts de type monétaire demeureront la modalité d'assistance privilégiée, car ils stimulent l'économie locale et consolident les systèmes alimentaires. Le PAM encouragera les pratiques durables, perfectionnera la traçabilité numérique pour les achats réalisés indirectement, et veillera à accroître la transparence et à faire respecter l'obligation de rendre compte. Il s'emploiera à développer le réseau actuel de prestataires de services financiers régionaux et mondiaux pour faciliter l'utilisation de l'argent mobile et de portefeuilles numériques, ainsi que les retraits d'espèces, et continuera de forger des partenariats avec les institutions de microfinancement et les opérateurs de réseaux mobiles.

Harmonisation avec les priorités nationales

49. L'effet direct 1 du PSP contribue au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, en particulier à son pilier 2, car il vient appuyer les efforts déployés pour réduire la malnutrition, promouvoir une alimentation saine, renforcer les systèmes de protection sociale et accentuer la réduction des risques de catastrophe. Il concorde également avec la politique intitulée "*K'atun Plan: Nuestra Guatemala 2032*", les priorités nationales en matière de développement, la politique générale du Gouvernement pour 2024-2028, les résultats de la planification stratégique et sectorielle et les plans de développement et d'aménagement du territoire dans les communes prioritaires, en particulier dans les domaines du développement rural intégré, de la planification locale résiliente, de l'institutionnalisation du droit à la protection sociale, de la sécurité alimentaire et de la nutrition.

Effet direct 2 du plan stratégique de pays: D'ici à 2030, les personnes vivant au Guatemala dans des zones exposées à des chocs, à des facteurs de perturbation et à l'insécurité alimentaire recueillent les fruits d'une participation accrue à des systèmes alimentaires durables, ce qui rend possible l'accès à une alimentation saine et à des marchés tant publics que privés, compte dûment tenu du contexte et des enjeux nutritionnels

50. L'action menée au titre de l'effet direct 2 du PSP vise à remédier aux problèmes auxquels se heurtent les acteurs des systèmes alimentaires dans les zones touchées par une crise et par l'insécurité alimentaire, en accroissant les possibilités offertes de générer des revenus et en facilitant l'accès aux marchés publics et privés, ce qui aura pour effet de renforcer la résilience.
51. La priorité est accordée à six départements – Alta Verapaz, Chiquimula, Huehuetenango, Izabal, Quiché et Zacapa – compte tenu de leurs caractéristiques géographiques, de l'insécurité alimentaire qui y règne de manière prolongée et de leur forte exposition à des risques de catastrophe, à la pauvreté et aux migrations. Le PAM mène sans relâche de longue date des interventions d'urgence dans ces départements, ce qui montre qu'il est nécessaire d'investir de manière soutenue pour y réduire les besoins humanitaires à l'avenir. Ces six départements se prêtent en outre bien à la mise en œuvre de mesures axées sur l'appui aux marchés agricoles au profit des petits exploitants et sur le renforcement des systèmes alimentaires, ce qui pourrait permettre de donner aux communautés vulnérables les moyens de contribuer activement aux marchés locaux et institutionnels.
52. Les activités menées cibleront les petits producteurs, y compris les associations et les coopératives, l'accent étant particulièrement mis sur les jeunes et sur les organisations de femmes et de producteurs autochtones. Le PAM apportera aussi un appui aux personnes et aux communautés vulnérables face aux phénomènes météorologiques extrêmes, aux chocs, à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition, la priorité étant accordée aux femmes, aux peuples autochtones et aux personnes handicapées.
53. Les interventions menées au titre de l'effet direct 2 seront les suivantes:
 - Assistance technique destinée à appuyer l'adoption de pratiques durables, la gestion des ressources naturelles et la biodiversité, et à faciliter la mise en conformité avec les normes d'accès aux marchés et les règles applicables pour l'homologation. Cela englobe l'amélioration des services du dernier kilomètre grâce à la formation des membres des communautés locales à la production et à l'utilisation de données prévisionnelles saisonnières exploitables. Des intrants destinés à la production ne seront fournis que pour les activités globales visant à renforcer les systèmes, et ils le seront par l'intermédiaire d'entités gouvernementales, d'organisations de producteurs ou d'autres partenaires spécialisés.
 - Renforcement des capacités des acteurs des systèmes alimentaires en matière de planification des investissements, de gestion financière et administrative, de développement institutionnel, de méthodes de commercialisation et d'émancipation économique des femmes, parallèlement à la facilitation de l'accès de celles-ci à des services financiers adaptés comme la microassurance paramétrique, l'épargne et le crédit. Le PAM encouragera la participation de ces acteurs à la prise de décisions tout au long des filières et appuiera leur accès aux marchés publics et privés.

- Activités menées dans les communautés afin de prévenir la malnutrition, en conformité avec les programmes gouvernementaux existants. Il s'agira notamment de mobiliser les dirigeants locaux pour qu'ils jouent le rôle de conseillers en matière de nutrition, de promouvoir des pratiques optimales d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, d'appuyer les systèmes de santé locaux et de déployer des brigades pour la nutrition chargées de procéder à des évaluations et de distribuer des suppléments alimentaires. Les stratégies mises en point pour faire évoluer la société et les comportements consisteront à promouvoir une alimentation et des pratiques nutritionnelles saines, l'accent étant mis sur l'autonomisation des femmes.
54. Avec les institutions locales et nationales, le PAM œuvrera au renforcement des politiques et des programmes visant à promouvoir la résilience et à appuyer le développement des systèmes alimentaires locaux, notamment grâce à l'entrepreneuriat et à la commercialisation de produits issus de l'agriculture familiale. Il contribuera également à l'élaboration de stratégies institutionnelles destinées à améliorer l'accès des petits exploitants agricoles aux marchés, notamment leur participation à des foires et à des marchés locaux, ainsi qu'à l'établissement de liens directs avec des entreprises locales³¹. Le PAM tirera également parti de l'application mobile pour l'alimentation scolaire (*School Feeding Mobile App*)³² et encouragera la constitution de partenariats et la coordination avec d'autres entités des Nations Unies, notamment les autres organismes ayant leur siège à Rome, à chaque fois que possible.
55. Le PAM encouragera les initiatives intersectorielles dans les domaines de la santé, de l'agriculture, de l'éducation et de la protection sociale. Celles-ci auront notamment trait à la production et à l'analyse de données, à l'élaboration de programmes sociaux adaptés au contexte culturel et à dimension nutritionnelle, à l'ajout de nouvelles entrées dans le registre social des ménages afin de mieux cerner les populations en situation d'insécurité alimentaire et de pauvreté multidimensionnelle³³, et à la consolidation du programme de transferts monétaires pour renforcer l'assistance alimentaire apportée aux ménages les plus vulnérables.

Harmonisation avec les priorités nationales

56. L'effet direct 2 du PSP contribue au Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, en particulier à ses piliers 2 et 3, en appuyant l'action menée pour réduire la malnutrition, promouvoir une alimentation saine, encourager l'instauration de systèmes alimentaires durables et favoriser la mise en œuvre d'interventions visant à renforcer la résilience. Il concorde aussi avec la politique intitulée "*K'atun Plan: Nuestra Guatemala 2032*", les priorités nationales en matière de développement, la politique générale du Gouvernement pour 2024-2028, les résultats de la planification stratégique et sectorielle et les plans de développement et d'aménagement du territoire dans les communes prioritaires, en particulier dans les domaines du développement rural intégré, de la transformation productive au profit de la croissance économique, des technologies agricoles et de l'agriculture familiale au service de la sécurité alimentaire.

³¹ Dans la perspective du retrait de son assistance, le PAM suivra une approche tenant compte des risques et axée sur les marchés pour faire en sorte que les organisations de producteurs et les filières aidées puissent atteindre progressivement une viabilité économique durable tout en bénéficiant de liens renforcés avec les marchés du secteur privé local.

³² Outil numérique mis au point par le PAM et intégré dans l'écosystème numérique du Ministère de l'éducation pour rapprocher les petites exploitations agricoles familiales des établissements scolaires. Cet outil favorise la transparence tout au long de la chaîne d'approvisionnement et l'optimisation des stocks, tout en permettant un suivi en temps réel.

³³ Il s'agit notamment de prévoir des mesures de suivi des erreurs d'exclusion et de validation du ciblage au niveau local.

Effet direct 3 du plan stratégique de pays: D'ici à 2030, les institutions publiques et privées et les acteurs humanitaires au Guatemala bénéficient de services qui leur permettent d'atteindre avec efficacité et efficience les objectifs définis dans leurs programmes respectifs

57. Le PAM fournira à la demande des services et un appui technique aux institutions publiques, aux administrations locales et aux acteurs humanitaires afin de renforcer les systèmes institutionnels et d'améliorer l'efficacité et l'efficience des programmes axés sur la sécurité alimentaire et la nutrition, ce qui contribuera à consolider les dispositifs nationaux de prestation de services. Au titre de tous les effets directs du PSP, le PAM mènera des activités de renforcement des capacités spécifiquement adaptées aux besoins – en offrant par exemple une assistance technique en matière de préparation aux situations d'urgence, de systèmes alimentaires et de gestion des chaînes d'approvisionnement – tout en évoluant progressivement vers un appui fourni indirectement par l'intermédiaire de systèmes et de partenaires nationaux. L'effet direct 3, qui est la traduction sur le plan opérationnel de cette transition, permettra au PAM de répondre efficacement aux besoins liés aux situations d'urgence survenant brutalement, en proposant des services à la demande qui contribueront à la réalisation des effets directs 1 et 2.
58. Parmi les services susceptibles d'être fournis figurent la distribution de produits alimentaires (notamment des aliments nutritifs spécialisés ou des aliments nutritifs enrichis, ainsi que des rations alimentaires) ou de transferts de type monétaire aux populations touchées par une crise ou exposées au risque de malnutrition; la mise à disposition d'intrants destinés à la production pour appuyer les acteurs des systèmes alimentaires; la réalisation d'activités de renforcement des capacités³⁴; l'élaboration de solutions novatrices en matière de sécurité alimentaire; et l'offre d'un soutien logistique. Le PAM pourra aussi mettre à disposition des outils numériques qui permettront de renforcer les systèmes d'enregistrement des bénéficiaires et d'améliorer la mise en œuvre des programmes.

Harmonisation avec les priorités nationales

59. L'effet direct 3 du PSP contribue à la mise en œuvre du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, en particulier son pilier 2, en appuyant la réalisation des objectifs ayant trait à la réduction de la malnutrition, à la promotion d'une alimentation saine, au renforcement des systèmes de protection sociale et à l'accentuation de la réduction des risques de catastrophe. Il concorde aussi avec les priorités nationales en matière de développement énoncées dans *K'atun: Nuestra Guatemala 2032* et les plans ministériels de riposte institutionnelle, tout en y contribuant, en particulier pour ce qui est de favoriser la sécurité alimentaire et la nutrition et d'institutionnaliser le droit à la protection sociale.

³⁴ L'action menée au titre de tous les effets directs aux fins du renforcement des capacités évoluera: l'accent sera progressivement mis sur un rôle de facilitation plutôt que sur l'exécution directe, conformément à l'approche du PAM axée sur l'ancrage local et le renforcement des systèmes.

5. Hiérarchisation des priorités et pérennisation

Hiérarchisation des priorités³⁵

60. Bien que les niveaux de financement connaissent globalement une baisse depuis 2022, le PAM est parvenu à relativement stabiliser d'une année sur l'autre les montants des contributions nouvelles et stratégiques, grâce à une judicieuse démarche de diversification. Il entend compenser la réduction de l'appui apporté par les donateurs habituels en mobilisant de nouveaux financements auprès du Gouvernement guatémaltèque et des parties prenantes du secteur privé au niveau national et à l'échelle internationale, ainsi que de sources de financement novatrices. Au fil de la mise en œuvre du PSP, le PAM compte mobiliser quelque 169 millions de dollars, principalement grâce à l'appui apporté annuellement par les pouvoirs publics aux titres des interventions en cas de crise et des systèmes alimentaires, à des contributions pluriannuelles intégrées alloués par des donateurs pour des activités visant à améliorer la résilience et la nutrition, et à des allocations d'un montant plus modeste, mais dont l'impact sera notable, en provenance de mécanismes de financement novateurs.
61. Dans le présent PSP, la priorité est accordée aux interventions qui concordent avec les cadres nationaux de développement³⁶, montrent clairement que le Gouvernement s'approprie les opérations et sont susceptibles de faire l'objet d'un cofinancement ou de s'inscrire dans la durée. L'accent est mis sur les activités porteuses de transformation à plusieurs titres: approches à dimension nutritionnelle adoptées pour divers secteurs; systèmes de protection sociale adaptatifs; moyens d'existence résilients. En interne, la hiérarchisation des priorités est effectuée à la lumière d'une analyse des vulnérabilités, du degré de faisabilité sur le plan opérationnel, des priorités gouvernementales et des centres d'intérêt des donateurs. Sur le plan géographique, les mesures prévues au titre des effets directs 1 et 2 concernent principalement les zones où l'insécurité alimentaire et la malnutrition chroniques sont fortes, où les pouvoirs publics n'ont encore que des moyens limités de s'attaquer aux facteurs structurels de ce phénomène. Regrouper les interventions menées au titre de ces deux effets directs permet d'associer mesures d'urgence et renforcement des systèmes alimentaires, ce qui contribue à réduire les besoins humanitaires récurrents. Une certaine souplesse sera ménagée pour pouvoir intervenir en cas de situation d'urgence survenant soudainement à l'échelle nationale et ainsi appuyer l'action des pouvoirs publics là où les moyens en place ne suffiraient pas.
62. Le PAM procédera au ciblage sur la base de données recueillies lors d'enquêtes nationales sur la sécurité alimentaire, d'analyses relevant de l'IPC, d'évaluations nationales de la vulnérabilité et d'autres études. La priorité sera accordée aux populations relevant des phases 3 et 4 de l'IPC, en particulier celles qui sont exposées à des chocs, qui ont un accès limité aux services et qui présentent de fortes vulnérabilités structurelles³⁷.

³⁵ Le plan détaillé de hiérarchisation des priorités établi pour le présent PSP est disponible sur le [portail de données sur les PSP](#).

³⁶ Le présent PSP concorde en particulier avec les priorités énoncées dans *K'atun: Nuestra Guatemala 2032*, qui concernent le développement rural intégré; l'aménagement résilient et durable du territoire; l'institutionnalisation et l'internalisation du droit à la protection sociale; le souci d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle; l'accélération de la croissance économique grâce à une transformation de la production; et la mobilisation des technologies agricoles et des exploitations familiales au profit de la sécurité alimentaire.

³⁷ Une approche stratifiée associera une assistance immédiate destinée à sauver des vies à des activités axées sur le renforcement de la résilience à plus long terme, en garantissant la participation de groupes marginalisés tels que les populations autochtones, les ménages ayant une femme à leur tête et les personnes handicapées.

63. S'il dispose d'un financement insuffisant, le PAM pourrait ne pas être à même de pleinement contribuer à la réalisation des objectifs nationaux, en particulier pour ce qui est d'améliorer la nutrition, de renforcer la résilience et de consolider les systèmes alimentaires. Cela pourrait aussi limiter l'appui fourni aux systèmes nationaux d'intervention d'urgence et de protection sociale, ce qui réduirait la capacité du Gouvernement de faire face aux crises. Globalement, des déficits de financement pourraient amoindrir le rôle joué par le PAM vis-à-vis du développement national et nuire aux efforts déployés pour promouvoir la sécurité alimentaire à long terme.

Stratégies de pérennisation et de transition

64. Le PAM renforcera les capacités nationales de lutte contre l'insécurité alimentaire grâce à une double démarche reposant sur l'assistance technique et l'appui opérationnel, l'accent étant mis sur l'efficacité, le rapport coût-efficacité et la viabilité. Tirant profit de l'avantage particulier qui est le sien dans les domaines de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, des systèmes de données, et de la préparation et de l'intervention en cas de crise, il collaborera avec les institutions publiques en vue d'améliorer la conception des programmes, le ciblage et les dispositifs d'exécution, ce qui permettra au bout du compte aux systèmes nationaux de faire plus efficacement face à l'insécurité alimentaire tant aiguë que chronique.
65. Le présent PSP prévoit une évolution progressive vers l'ancrage local, l'accent étant mis sur une participation accrue des autorités nationales et locales, des organisations de la société civile et du secteur privé, appelés à orchestrer conjointement la mise en œuvre et à prendre progressivement en main les activités. Les initiatives visant à renforcer les capacités prévoient une stratégie de transfert des responsabilités, en particulier dans des domaines tels que les repas scolaires, la protection sociale à dimension nutritionnelle, le financement de la gestion des risques de catastrophe et les systèmes d'alerte rapide; la marche à suivre comporte des étapes et des indicateurs relatifs à la transition clairement définis. D'ici à la fin de la mise en œuvre du PSP, le PAM entend transférer aux institutions nationales la responsabilité de ces activités lorsque les moyens disponibles le permettront, ce qui contribuera à pérenniser l'action menée et à réduire la dépendance vis-à-vis d'un appui extérieur. L'adoption de démarches porteuses de transformation au niveau des communautés contribuera à étayer cette transition.
66. Le PAM encouragera et appuiera la mise en place de cadres de politique générale et de financement propices à la pérennisation des résultats obtenus même une fois que ses interventions directes seront terminées. Il œuvrera conjointement avec les acteurs nationaux pour mettre sur pied un écosystème robuste mobilisant les capacités opérationnelles, les systèmes et les partenariats nécessaires pour garantir la viabilité des résultats obtenus en matière de sécurité alimentaire et la prise en main des interventions d'urgence³⁸. Le PAM pourra alors, le moment voulu et de manière responsable, réduire ses activités, se retirer ou opérer une transition vers une présence d'un autre type au Guatemala. Le nombre de bénéficiaires est certes susceptible d'augmenter durant la période de mise en œuvre du PSP, mais cela tiendra à l'accentuation de l'appui apporté aux programmes exécutés par le Gouvernement. La stratégie de transition se concentre sur une évolution du rôle du PAM, qui passera de l'exécution directe à la facilitation; il sera ainsi possible de redéfinir progressivement sa présence opérationnelle en fonction de considérations liées à la prise en main des activités par les instances nationales et à la pérennité.

³⁸ Lorsque les interventions nationales face aux crises demeureront insuffisantes, le PAM fera preuve de souplesse et appuiera l'envoi de renforts, offrira des services consultatifs techniques et assurera la coordination de l'action menée pour étayer les efforts déployés par les instances nationales, sans pour autant prendre nécessairement part de manière directe à la mise en œuvre.

ANNEXE I

APERÇU DE LA LIGNE DE VISÉE DU PLAN STRATÉGIQUE POUR LE GUATEMALA (2026-2030)			
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Renforcement de la résilience	Intervention face à une crise
Effet direct du PSP	Effet direct 1 D'ici à 2030, au Guatemala, les populations exposées à l'insécurité alimentaire aiguë et à des risques de malnutrition en raison de chocs et de crises voient leurs besoins alimentaires et nutritionnels urgents satisfaits, tout en recueillant les fruits du raffermissement de la gestion des risques de catastrophe et des systèmes d'intervention d'urgence.	Effet direct 2 D'ici à 2030, les personnes vivant au Guatemala dans des zones exposées à des chocs, à des facteurs de perturbation et à l'insécurité alimentaire recueillent les fruits d'une participation accrue à des systèmes alimentaires durables, ce qui rend possible l'accès à une alimentation saine et à des marchés tant publics que privés, compte dûment tenu du contexte et des enjeux nutritionnels.	Effet direct 3 D'ici à 2030, les institutions publiques et privées et les acteurs humanitaires au Guatemala bénéficient de services qui leur permettent d'atteindre avec efficacité et efficience les objectifs définis dans leurs programmes respectifs.
Activités	Activité 1 Fournir une assistance alimentaire, nutritionnelle et technique, directement ou par l'intermédiaire de systèmes de protection sociale, aux populations en situation d'insécurité alimentaire aiguë, exposées au risque de malnutrition ou en situation de crise, et renforcer les capacités des acteurs de la gestion des risques de catastrophe et des programmes d'intervention d'urgence.	Activité 2 Fournir une assistance technique intégrée aux acteurs des systèmes alimentaires, notamment les communautés, les parties prenantes locales et les institutions publiques et privées, pour renforcer la résilience, promouvoir une alimentation saine et diversifiée et améliorer l'accès aux marchés, en mettant particulièrement l'accent sur les marchés institutionnels et sur les dispositifs de protection sociale.	Activité 3 Fournir les services demandés par les institutions gouvernementales et les acteurs humanitaires, notamment en matière de renforcement des capacités, le cas échéant, pour faciliter la prestation en temps opportun d'une assistance aux personnes touchées par une crise ou exposées à une crise.

ANNEXE II

Suivi, évaluation, données factuelles et gestion des risques

Modalités de suivi, d'évaluation et de production de données factuelles

1. Le PAM mettra en service un système global de suivi et d'évaluation conforme aux procédures opératoires normalisées et au Cadre de résultats institutionnels pour 2026-2029. Ce système inclura des indicateurs institutionnels d'effet direct et de produit, que complèteront des indicateurs destinés à apprécier le renforcement des capacités, l'évolution des comportements et les progrès accomplis dans la mise en œuvre de programmes tenant compte de la nutrition.
2. Des données de référence et de suivi seront collectées auprès d'échantillons de communautés, de ménages et d'individus à l'aide d'outils numériques¹. Les activités de suivi seront conformes aux exigences minimales en la matière, et il sera veillé à ce que leur couverture, la fréquence de leur exécution et les modalités de leur ventilation soient appropriées. Les données seront gérées au moyen de l'outil des bureaux de pays pour une gestion efficace des opérations et rapprochées du système SugarCRM, ce qui permettra un suivi des informations communiquées en retour. Le PAM participera également aux évaluations du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable et coordonnera les évaluations de la sécurité alimentaire et de la nutrition menées conjointement avec l'équipe de pays des Nations Unies et l'équipe de pays pour l'action humanitaire.
3. Le PAM aura recours à des circuits de remontée de l'information structurés, notamment les mécanismes communautaires de remontée de l'information, les rapports de suivi et les examens thématiques, pour adapter en continu la mise en œuvre des activités. Des méthodes de nature qualitative, comme des récits, des documentaires vidéo, des infographies et des séries de photos, seront utilisées pour recueillir les points de vue des bénéficiaires et consigner les bonnes pratiques.
4. Au cours de la troisième année de mise en œuvre du PSP, le PAM procédera à une évaluation décentralisée pour produire des données factuelles sur ses interventions menées au moyen de mécanismes structurés. L'ancrage institutionnel sera renforcé au moyen de collaborations nouées avec des entités gouvernementales, des établissements universitaires et des partenaires techniques. D'emblée, la priorité sera accordée au recueil de données concernant les résultats obtenus, les bonnes pratiques et les conditions d'une transposition à une autre échelle. Cette évaluation permettra de disposer d'éléments stratégiques susceptibles d'éclairer l'amplification des interventions couronnées de succès et l'intégration de celles-ci dans les cadres programmatiques nationaux, conformément aux priorités définies par le pays. Une évaluation centralisée indépendante sera également menée pour appuyer l'élaboration du PSP suivant et satisfaire aux exigences en matière d'obligation de rendre compte. En coordination avec le Bureau de l'évaluation, la possibilité de réaliser des évaluations d'impact dans des domaines tels que le développement des filières au profit des petits exploitants agricoles sera examinée.

¹ Il s'agit d'outils tels que Mobile Operational Data Acquisition, qui fonctionne sur la plateforme Open Data Kit; Survey Designer, plateforme numérique du PAM pour la conception et la gestion d'outils de collecte de données; et la plateforme numérique du PAM pour la gestion des données concernant les bénéficiaires et des transferts.

Mesures de gestion et d'atténuation des risques

Risques stratégiques

5. Les variations des conditions de sécurité au Guatemala, notamment l'évolution des mesures prises par les pouvoirs publics pour faire face à la criminalité organisée, sont susceptibles d'engendrer de l'instabilité dans certains domaines opérationnels. Une telle dynamique pourrait aggraver les risques de violence, se traduire par des changements sur le plan territorial et entraver l'accès, ce qui aurait des répercussions sur le degré d'adhésion des communautés et sur l'espace humanitaire. Le PAM atténuera ces risques en surveillant l'évolution des conditions de sécurité, en veillant à rester neutre et à appliquer les principes en vigueur, et en dialoguant avec les communautés et les partenaires pour préserver la confiance. Travailler en coordination avec le Département de la sûreté et de la sécurité du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies et d'autres entités du système permettra d'adapter la mise en œuvre des programmes compte tenu des mesures de gestion des risques en matière de sécurité.
6. Les diverses contributions du Gouvernement illustrent la solide prise en main des activités par les instances nationales; toutefois, les cycles politiques et l'évolution des priorités institutionnelles pourraient avoir une incidence sur la continuité du financement. Pour atténuer ce risque, le PAM continuera de diversifier sa base de financement en œuvrant conjointement avec les donateurs habituels et autres, en renforçant les partenariats avec des acteurs du secteur privé à l'échelle internationale et nationale et en appuyant les mécanismes locaux de transition et de transfert des responsabilités afin de garantir la viabilité des résultats obtenus.

Risques opérationnels

7. Les récents essais de séismes enregistrés et l'exposition permanente à des aléas naturels font peser des risques sur la sécurité du personnel et la continuité des opérations. Pour y remédier, le PAM procédera à une évaluation structurelle de ses installations, actualisera son plan de continuité des opérations compte tenu d'hypothèses propres à chaque type d'aléa, veillera à l'application de normes minimales en planifiant des services de substitution, œuvrera au bien-être du personnel et fera en sorte que des ressources financières et un contrôle appropriés soient prévus dans le budget du portefeuille de pays tenant compte des besoins, ce dans le but de garantir la transparence et le respect de l'obligation de rendre compte.
8. Les interventions reposant sur des transferts de type monétaire et la remise de bons-produits sont exposées à des risques opérationnels, notamment en ce qui concerne l'existence ou non de procédures et de systèmes connexes, ainsi que la capacité de mise en œuvre. Les mesures d'atténuation consisteront à planifier une transition progressive, à nouer le dialogue en amont avec les interlocuteurs gouvernementaux et à prévoir la possibilité de transposer à plus grande échelle les modalités en place ou d'en adopter de nouvelles – directement ou par l'intermédiaire de partenaires – pour faire en sorte que l'assistance soit assurée efficacement et dans le respect de l'obligation de rendre compte. Le PAM veillera à ce que la question de la protection soit prise en compte dans l'ensemble de ses opérations afin de prévenir toute répercussion potentielle sur les bénéficiaires et de faire en sorte que l'assistance soit fournie en toute sécurité, dans le respect de la dignité de chacun et compte dûment tenu du contexte.

9. Des incidents liés à l'exploitation et aux atteintes sexuelles pourraient se produire au cours des opérations du PAM. Pour les prévenir, le PAM travaillera en collaboration étroite avec les principales parties prenantes afin d'offrir une formation adaptée à son personnel comme à celui de ses partenaires, de sensibiliser les communautés touchées et de renforcer les procédures internes de signalement et d'orientation, ainsi que les capacités des partenaires coopérants.
10. Concernant les risques associés à l'approvisionnement, au stockage, au transport et à la distribution des produits alimentaires – y compris les détournements, les vols, la fraude et la corruption –, le PAM applique des contrôles internes stricts et des procédures opératoires normalisées, tels que la supervision renforcée des chaînes d'approvisionnement, le suivi régulier des entrepôts et des points de distribution, la séparation des tâches, les systèmes de vérification et les outils numériques de traçabilité. Les questions de protection sont prises en compte dans l'ensemble des opérations pour garantir que l'assistance est acheminée de manière sûre et dans le respect de la dignité. Le PAM organise également des cours de formation continue à l'intention du personnel et des partenaires et gère des mécanismes rigoureux de signalement et de traitement des plaintes afin de pouvoir détecter au plus tôt les problèmes éventuels et d'y faire face dans les meilleurs délais.

Risques fiduciaires

11. Le PAM aura recours à des solutions numériques pour améliorer l'efficacité et renforcer l'intégration avec les écosystèmes numériques de ses partenaires, tout en gérant les risques liés à la confidentialité des données, à la cybersécurité et à la fraude numérique. Pour ce faire, il appliquera des protocoles stricts pour la protection et le partage des données, prévoira des garde-fous dans les contrats conclus avec les prestataires de services et renforcera la maîtrise des outils numériques et les capacités de gestion responsable des données chez son personnel et ses partenaires. Ces mesures contribueront à protéger les informations confidentielles, à faire dûment appliquer le principe de responsabilité à l'égard des personnes touchées, et à garantir la pleine concrétisation des avantages de la dématérialisation.

Garanties sociales et environnementales

12. Afin de recenser les risques et d'élaborer des mesures d'atténuation appropriées, le PAM a procédé à une analyse intégrée du contexte et à une évaluation des risques axées sur la protection, le respect de l'obligation de rendre compte et la question des conflits, une attention particulière étant accordée aux peuples autochtones, aux femmes et aux personnes handicapées. À partir des conclusions de ces travaux, un certain nombre de mesures ont été définies pour faire en sorte que les interventions ne nuisent à qui que ce soit et soient axées sur les personnes. Ces mesures renforceront l'efficacité et la viabilité des opérations, appuieront l'autonomisation des communautés et favoriseront les changements systémiques au niveau individuel et communautaire.
13. Le PAM continuera de se conformer aux normes environnementales et sociales en vigueur lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de ses opérations et programmes. Toutes les activités seront conçues et menées conformément aux directives institutionnelles relatives aux normes environnementales et sociales, pour qu'il soit possible de systématiquement recenser, gérer et réduire les incidences que peuvent avoir les opérations sur l'environnement.

ANNEXE III

Budget du portefeuille de pays établi compte tenu des besoins et ventilation des coûts par effet direct du plan stratégique de pays

TABLEAU 1: BUDGET DU PORTEFEUILLE DE PAYS ÉTABLI COMPTE TENU DES BESOINS (*en dollars*)

Effet direct du PSP	Activité	2026	2027	2028	2029	2030	Total
1	1	37 249 126	42 715 843	43 151 722	43 364 802	43 671 852	210 153 345
2	2	6 772 265	7 156 198	8 804 573	7 029 464	7 134 886	36 897 387
3	3	943 219	1 126 215	1 133 613	1 134 150	1 138 017	5 475 214
Total		44 964 610	50 998 256	53 089 908	51 528 416	51 944 756	252 525 945

TABLEAU 2: VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS (*en dollars*)

	Effet direct stratégique 1 du PAM	Effet direct stratégique 2 du PAM	Effet direct stratégique 3 du PAM	Total
	Effet direct 1 du PSP	Effet direct 2 du PSP	Effet direct 3 du PSP	
Domaine d'action privilégié	Intervention face à une crise	Renforcement de la résilience	Intervention face à une crise	
Transferts	170 532 705	25 881 421	4 561 603	200 975 729
Mise en œuvre	9 490 000	5 723 302	433 434	15 646 736
Coûts d'appui directs	17 304 380	3 040 711	480 177	20 825 267
Total partiel	197 327 084	34 645 434	5 475 214	237 447 732
Coûts d'appui indirects	12 826 260	2 251 953	0	15 078 214
Total	210 153 345	36 897 387	5 475 214	252 525 945

ANNEXE IV

TABLEAU 3: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR ANNÉE						
	2026	2027	2028	2029	2030	Total
Total (hors chevauchements)	528 717	549 462	568 342	593 652	619 022	2 147 957

ANNEXE V

[illegible]

RATION ALIMENTAIRE (grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour), PAR EFFET DIRECT DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ET PAR ACTIVITÉ										
	Effet direct 1 du PSP								Effet direct 2 du PSP	
	Activité 1								Activité 2	
Activité	Assistance alimentaire pour la création d'actifs	Mesures d'anticipation fondées sur les prévisions	Distribution générale				Micro/méso-assurance	Prévention de la malnutrition aiguë	Micro/méso-assurance	Alimentation scolaire (sur place)
Type de bénéficiaires	Tous	Tous	Tous				Tous	Filles et femmes enceintes ou allaitantes	Tous	Enfants des écoles maternelles
Modalité	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Produits alimentaires
Transferts de type monétaire (dollars/personne/jour)	0,5	1,0	1,0	4,86	1,51	0,39	0,51	1,0	0,51	
Nombre de jours d'alimentation en 2026	90	30	60	7	15	200	20	60	40	180
Nombre de jours d'alimentation en 2027	90	30	60	7	15	240	20	60	40	
Nombre de jours d'alimentation en 2028	90	30	60	7	15	240	20	60	40	
Nombre de jours d'alimentation en 2029	90	30	60	7	15	240	20	60	40	
Nombre de jours d'alimentation en 2030	90	30	60	7	15	240	20	60	40	
Nombre de jours d'alimentation (toutes les années)	450	150	300	35	75	1160	100	300	200	180

Note: les produits laitiers correspondent au lait UHT.

ANNEXE VI

Liens vers les ressources techniques et connexes

De plus amples renseignements relatifs aux opérations et aux budgets peuvent être consultés sur le [portail de données sur les PSP](#)¹.

Des informations détaillées concernant notamment les éléments ci-après y seront communiquées pour toute la durée du PSP et mises à jour chaque année:

- a) les modalités de transfert pour chaque effet direct du PSP et chaque activité;
- b) une vue d'ensemble des bénéficiaires, ventilés par groupe d'âge, par sexe et par statut de résidence, ainsi que des données sur les bénéficiaires ventilées par groupe de bénéficiaires, par sexe et par modalité de transfert pour chaque effet direct du PSP et chaque activité;
- c) les distributions de rations alimentaires et les transferts prévus dans le cadre de chaque effet direct du PSP et de chaque activité;
- d) la ventilation des transferts par modalité;
- e) des informations quantitatives pour chaque effet direct du PSP et chaque activité, avec indication de la valeur en dollars É.-U. ainsi que du volume le cas échéant;

un plan de hiérarchisation des priorités: ajustements apportés aux plans d'exécution en fonction des perspectives de financement.

¹ Conformément à la [politique en matière de plans stratégiques de pays](#) (2016).

Liste des sigles utilisés dans le présent document

FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
IPC	Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire
OPS	Organisation panaméricaine de la Santé
PIB	produit intérieur brut
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance